

Construire la ville citoyenne

CHARLES PICQUÉ

Président du Parlement bruxellois

Nous savons que le sort des villes va dépendre de multiples enjeux tels la transition énergétique, la qualité de l'environnement urbain, la mobilité, la sécurité ou encore la révolution numérique et les flux migratoires.

Mais aussi audacieuses et efficaces que seront les réponses à tous ces défis, il en est un qui s'impose à nous par sa priorité. C'est celui du vivre ensemble dans la diversité culturelle et avec le risque croissant des inégalités. Ce constat n'est pas nouveau, mais se conjugue avec une crise de la dé-

mocratie dont les conséquences possibles pourraient exacerber plus encore les relations sociales et menacer l'urbanité.

Les grandes villes exigent, plus que tout autre espace, l'adhésion libre à des règles communes et le respect de celles-ci ainsi que le brassage des différences et des identités. Car le morcellement, la fragmentation, fondés sur un développement séparé de communautés ou de groupes sociaux, menacent nos villes. L'enclavement d'une partie des populations urbaines dans des espaces de relégation ou d'évitement des autres marque de plus en plus les territoires urbains et leurs périphéries.

À ce péril de la fracture, il faut ajouter la perplexité, c'est peu dire, qu'inspirent la démocratie représentative et les institu-

tions qui l'incarnent. La cohésion sociale, même si elle ne nous épargne pas tensions et crispations, doit être voulue comme un liant et un apaisement relationnel capable de surmonter la dérive de l'entre-moi et de l'enfermement. Toutes nos politiques urbaines doivent être passées au crible de cet impératif de pacification et de renouveau démocratique.

Mais construire la ville citoyenne dans laquelle le plus grand nombre se reconnaît positivement ne se décrète pas.

Au-delà de la réflexion et des aspirations, il convient de définir des modes d'action concrets de la gouvernance urbaine. Ainsi, encourager la mixité sociale et culturelle des résidents, vouloir la diversité commerciale et événementielle dans les quartiers participent à la rencontre active des différentes composantes de la population. Une offre d'équipements et de services collectifs, correctrice des inégalités sociales, rend possible un sentiment d'appartenance citoyenne à la ville pour les plus défavorisés. La réhabilitation des quartiers contribue à la dignité retrouvée de ses habitants. De même les mesures individuelles d'insertion professionnelle prises au niveau local complètent ces efforts qui visent l'autonomie des individus. La sécurité publique incluant, associant les habitants et les usagers de la ville dans une démarche de proximité préventive et éducative, constitue une condition essentielle de la confiance citoyenne.

Construire la démocratie urbaine, c'est

aussi expérimenter et multiplier les initiatives visant à permettre l'expression du citoyen en l'impliquant dans des processus de décision qui permettent le partage du pouvoir et un destin commun.

La ville citoyenne relève aussi du pragmatisme car comment imaginer que les centres métropolitains conservent leur rôle et leur force de levier économique dans un contexte de désordre social, de repli identitaire et de rejet des institutions démocratiques?

Au-delà de son rôle d'élaboration de la norme et de contrôle du gouvernement, le Parlement est un lieu de réflexion. C'est pourquoi j'ai souhaité que ces thématiques puissent être débattues lors d'un colloque organisé ce jeudi 12 octobre au Parlement bruxellois.

Le colloque «Penser et construire la ville citoyenne» est organisé au Parlement bruxellois, 69 rue du Lombard, ce jeudi 12 octobre de 13h30 à 18h, avec notamment la présence de la philosophe française Cynthia Fleury. Entrée gratuite, inscription sur www.parlement.brussels

Toutes nos politiques urbaines doivent être passées au crible d'un impératif de pacification et de renouveau démocratique.